

Circé s'appuie sur le nucléaire et le ferroviaire pour grandir

EXCLUSIF AIX-EN-PROVENCE. "L'objectif est d'atteindre 20 M€ de chiffre d'affaires à l'horizon 2012", annonce **Philippe Caumes**. Le PDG de Circé semble placer la barre très haut pour cette PME créée il y a tout juste cinq ans. Pourtant, les dernières performances du groupe viennent conforter ses propos. Le chiffre d'affaires 2008 a plus que doublé, à près de 6 M€ (contre 2,5 M€ en 2007), et le prévisionnel 2009 vise les 9 M€. La société, spécialisée dans la maîtrise des systèmes complexes (management de procès, gestion des risques...), profite du fort dynamisme de deux de ses secteurs clés : le nucléaire civil et le transport ferroviaire. "La demande des pays émergents sur le chemin de fer est en pleine explosion", affirme le dirigeant, et Circé compte bien prendre le train en marche. Il négocie actuellement avec un des grands acteurs mondiaux du secteur pour répondre aux appels d'offres des gouvernements. Sur le secteur de l'énergie, Circé s'appuie sur le succès du nucléaire civil et travaille avec les plus grands comptes du secteur (Areva, EDF...). Une ouverture d'agence dans la région avignonnaise est prévue dans le courant de l'année 2009, pour avoir un relais sur le couloir rhodanien du nucléaire civil en plein boom. Cette nouvelle implantation portera le nombre d'agences du groupe à six car il a également inauguré de nouveaux bureaux à Cherbourg l'été dernier (cinq personnes). La croissance de Circé pourrait aussi traverser les frontières de l'Hexagone. Membre du pôle Pégase, la société est en contact avec le gouvernement mexicain pour créer un comptoir aéronautique en 2009 : "Le Mexique est en passe de devenir l'un des leaders de l'aéronautique mondiale, nous ne pouvons pas passer à côté", estime Philippe Caumes. Partenaire privilégié de la DCNS, Circé compte également tirer profit du gros contrat signé avec le Brésil sur plusieurs sous-marins pour pénétrer en Amérique latine. L'entreprise est actuellement à la recherche de capitaux extérieurs pour financer un gros projet de plateforme de formation à distance qui nécessiterait un investissement de 1,5 M€. Elle compte actuellement 70 personnes dans toute la France et prévoit d'embaucher une soixantaine de nouveaux collaborateurs cette année.

Richard Michel